

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 août 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PORTIGLIATI SA

ZI La Maladière – 74 300 Cluses

Références : 20250826-RAP-InspectionPortigliatiCluses
Code AIOT : 0010800069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 août 2025 dans l'établissement PORTIGLIATI SA implanté ZI La Maladière 74 300 Cluses. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORTIGLIATI SA
- ZI La Maladière 74 300 Cluses
- Code AIOT : 0010800069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PORTIGLIATI exploite sur la commune de Cluses un centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets consacré de façon quasi exclusive aux métaux ferreux et non ferreux ainsi qu'aux véhicules hors d'usage (VHU). Cet établissement dont l'exploitation a commencé en 1936 est aujourd'hui réglementé par les arrêtés préfectoraux :

- du 21 décembre 2020, autorisant et réglementant les activités du site,
- du 19 novembre 2019 portant agrément de l'établissement pour l'activité de centre VHU,
- du 4 octobre 2024 mettant en demeure la société PORTIGLIATI de réaliser plusieurs dispositions prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2020 précité.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure, tenue des registres des déchets

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
1	Prévention des risques	AP de Mise en Demeure du 04/10/2024, art. 1 ^{er}	<ul style="list-style-type: none"> • Amende administrative • Demande d'action corrective 	SO
2	Rejets atmosphériques		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en demeure, respect de prescription • Demande d'action corrective, • Demande de justificatif • Amende administrative 	4 mois
3	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 21/12/2020, art. 2.4.2	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en demeure, respect de prescription • Demande d'action corrective 	
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, art. 1er	Mise en demeure, respect de prescription	
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, art. 2	Mise en demeure, respect de prescription	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Au vu des constats réalisés lors de l'inspection, nous proposons :

en application du II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement

- une amende de 500 euros sanctionnant la non-remise dans le délai de 3 mois impartis par l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024, du complément de l'étude de dangers prescrit par l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020,
- une amende de 500 euros sanctionnant l'absence d'analyse des rejets atmosphériques de métaux dans le délai de 2 mois impartis par l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024, et prescrite par l'article 2.3.4.3 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2020,

en application du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement

- de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité avant fin 2025 les émissions atmosphériques de son broyeur avec les limites prescrites par l'article 2.3.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2020,
- de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 avant fin 2025, en tenant à jour des registres chronologiques des déchets entrants et des déchets sortants mentionnant l'ensemble des informations prévues par ces deux articles.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes avant la fin de l'année 2025 :

- déterminer, en lien avec la société Delta Neu, fournisseur du filtre à manches, le débit adéquat d'extraction du broyeur pour traiter de façon optimisée ses rejets atmosphériques,
- faire réaliser la mesure des émissions atmosphériques du broyeur, prévue par l'article 2.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, avec un débit d'extraction adapté au traitement optimisé de ces émissions,
- transmettre les résultats des analyses des effluents atmosphériques du broyeur accompagné de la détermination du débit optimisé dans le filtre à manches,
- relever mensuellement la consommation d'eau de l'établissement au niveau de chaque compteur équipant les raccordements au réseau public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/10/2024, article 1er
Thème : Risques accidentels, Confinement des flux thermiques dangereux
Prescription contrôlée : <u>Article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024</u> : « La société PORTIGLIATI, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue Jumel, 74 300 Cluses, est mise en demeure, dans son établissement exploité à la même adresse et de numéro SIRET 31544462000019, de respecter les dispositions listées ci-après : ... <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 3 mois, réaliser l'étude prescrite par l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 visant à proposer des dispositions permettant de s'affranchir du risque de sortie du flux thermique de 3 kW/m² à l'extérieur de l'établissement en situation accidentelle... » <u>Article 2.6.1.7 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2020</u> : « ...L'exploitant complètera son étude de danger sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté par une étude proposant des dispositions permettant de s'affranchir du risque de sortie du flux thermique de 3 kW à l'extérieur du site en situation accidentelle. Si un maintien de ce flux à l'intérieur de l'emprise du site n'était pas possible dans des conditions technico-économiques acceptables, l'exploitant devrait proposer des dispositions permettant de réduire son emprise en dehors des limites de l'établissement. Les dispositions proposées devront être mises en œuvre avant le 30 juin 2022. »
Constats : L'exploitant nous a présenté en séance la commande de l'étude de dangers, passée le 24 juillet 2025 et prévoyant la fourniture du document sous un délai de 3 mois, soit avant le 24 octobre 2025. Lors de la visite du site, nous avons constaté la présence de méga-blocs constituant un mur continu sur l'intégralité de la clôture séparant le site de la ligne SNCF. La hauteur du mur varie de 3

à 4 rangées de méga-blocs soit environ 2,5 à 3,5 mètres. L'exploitant nous a indiqué qu'il avait récemment installé 106 méga-blocs supplémentaires pour terminer la clôture dont certaines parties étaient précédemment métalliques. Il nous a précisé qu'il avait prévu d'ajouter des blocs supplémentaires pour rehausser le mur mais que le fournisseur était dans l'immédiat en rupture de stock. La hauteur nécessaire sera déterminée par l'étude de dangers.

Compte tenu du non-respect de la mise en demeure concernant la réalisation de l'étude de dangers dans le délai imparti mais, d'une part, de la commande de cette étude et, d'autre part, de la réalisation d'un mur de bonne qualité mais dont la hauteur sera à ajuster en fonction des conclusions de l'étude de dangers, nous proposons, en application des dispositions du II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement, une amende administrative de 500 euros en application des dispositions du 4^e alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre, avant le 24 octobre 2025 :

- le complément à l'étude de danger prescrit par l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, objet de l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024,
- les dispositions qu'il prévoit pour suivre les recommandations de cette étude et le planning de leur réalisation. Précisons que dans tous les cas cet échéancier ne devra pas dépasser le 31 décembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1er

Thème : Risques chroniques, Analyses des rejets

Prescription contrôlée :

Article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024 : La société PORTIGLIATI, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue Jumel, 74 300 Cluses, est mise en demeure, dans son établissement exploité à la même adresse et de numéro SIRET 31544462000019, de respecter les dispositions listées ci-après : ...

- sous un délai de deux mois, réaliser une campagne d'analyse des effluents atmosphériques de l'établissement, dans les conditions prescrites par les articles 2.3.4.2 et 2.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020. »

Article 2.3.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2000 : Les émissions atmosphériques des broyeurs de métaux devront respecter les limites suivantes :

Rejets atmosphériques	Somme des émissions des broyeurs	
Composés organiques volatils	Flux	2 kg/h
Poussières	Concentrations	40 mg/Nm3
	Flux	25 g/h
Somme des métaux : Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn.	Flux	25 g/h

Article 2.3.4.3 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2020 : L'exploitant fera réaliser annuellement des analyses destinées à vérifier le respect des limites d'émissions prescrites par l'article 2.3.4.2. Ces mesures devront être effectuées de manière représentative et conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des

laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Constats : L'exploitant a fait réaliser une campagne d'analyses des rejets atmosphériques par la société SOCOR Air le 19 décembre 2024. Le rapport du 25 février 2025 appelle les observations suivantes de notre part :

- les analyses n'ont pas porté sur les métaux, contrairement aux dispositions de l'article 2.3.4.3 de l'arrêté du 21 décembre 2020,
- les émissions de poussières présentent une concentration de 1,4 mg/m³ et un flux de 33 g/h. Elles respectent la limite réglementaire de concentration de 40 mg/m³ mais pas celle de flux de 25 g/h.

L'exploitant nous a précisé que l'analyse des émissions de poussières avait été réalisée lorsque le système de traitement par filtre à manche était réglé au débit le plus fort. Ce choix pourrait avoir contribué au dépassement en flux, car la concentration en poussière nous apparaît faible.

L'exploitant nous a indiqué que les analyses des effluents atmosphériques qui seront réalisées au titre de l'année 2025 porteront également sur les métaux, comme prévu par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020.

Nous proposons à Madame la préfète :

- compte tenu de l'absence détermination des rejets de métaux lors de la dernière campagne d'analyses des effluents atmosphériques, en contradiction avec l'article 2.3.4.3 de l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2020 et du dépassement du délai de 2 mois impartis par l'arrêté de mise en demeure du 4 octobre 2024 pour réaliser ces analyses, de prononcer une amende administrative de 500 euros en application des dispositions du II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement
- de mettre en demeure l'exploitant, en application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en conformité les émissions atmosphériques de son broyeur avec les limites prescrites par l'article 2.3.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 21 septembre 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de :

- déterminer, en lien avec la société Delta Neu, fournisseur du filtre à manches, le débit adéquat d'extraction du broyeur pour traiter de façon optimisée ses émissions atmosphériques,
- faire réaliser avant la fin de l'année 2025 la mesure des émissions atmosphériques du broyeur, prévue par l'article 2.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, avec un débit d'extraction adapté au traitement optimisé de ces émissions.

Les résultats des analyses des effluents atmosphériques du broyeur accompagné de la détermination du débit optimisé dans le filtre à manches seront transmis à l'inspection des installations classées dès qu'ils seront disponibles et au plus tard fin 2025

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :

- Mise en demeure, respect de prescription,
- amende
- Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant.

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2020, article 2.4.2
Thème : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : <u>2.4.2.1 – Prélèvements</u> – L'établissement est alimenté en eau par le réseau public. La consommation d'eau sur le site est limitée à 50 m ³ par mois dans le cadre de l'exploitation des activités autorisées par le présent arrêté. L'utilisation de volumes supplémentaires, notamment à la suite d'un incident ou d'un accident, fera l'objet d'une information de l'inspection des installations classées. <u>2.4.2.2 – Protection des eaux</u> – Le raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter les retours. Ce matériel est contrôlé chaque année. <u>2.4.2.3 – Dispositif de mesure</u> – Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé à une fréquence mensuelle. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Constats : Le site est alimenté en 6 points en eau d'adduction et dispose de 6 compteurs différents, relevés à distance tous les 6 mois par la société VEOLIA. Nous avons examiné les factures d'eau des deux semestres précédant l'inspection. La somme des consommations relevées sur les 6 compteurs, pour l'ensemble des activités de l'établissement y compris les sanitaires étaient : <ul style="list-style-type: none">• de juillet à décembre 2024 de 255 m³ soit une moyenne de 42,5 m³ par mois,• de janvier à juin 2025 de 234 m³ soit une moyenne de 39 m³ par mois. L'exploitant nous a précisé qu'à sa connaissance, aucun dispositif de disconnexion n'était installé. Pendant la visite, il a ouvert un tampon contenant deux arrivées dotées chacune d'un compteur. Aucun dispositif de disconnexion n'était visible. Nous proposons à Madame la préfète, en application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de doter, avant fin 2025, les raccordements au réseau public de son établissement de dispositifs de disconnexion et de contrôler annuellement ces matériels. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de relever mensuellement la consommation d'eau de l'établissement au niveau de chaque compteur. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème : Risques chroniques, Déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <u>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</u> la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE, relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : L'exploitant nous a présenté les documents de suivi des déchets entrants.

Les achats de métaux au comptant sont enregistrés sur le logiciel Nessy. Les informations prescrites par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sont renseignées à l'exception :

- du code du déchet entrant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE, relative aux déchets.

Les déchets entrants provenant de professionnels font l'objet d'un suivi distinct, dont certaines informations sont disponibles sur un document informatique et d'autres sur des documents papiers, ce qui ne permet pas de disposer d'un registre d'entrée tel que prescrit par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Il nous paraît indispensable que l'exploitant organise de façon conforme à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 la traçabilité des déchets entrants.

Nous proposons à madame la Préfète, en application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 avant fin 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème : Risques chroniques, Déchets sortants
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date de sortie de l'installation</u> : la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la dénomination usuelle du déchet ; • le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; • s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; • la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) <u>Concernant l'origine du déchet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'adresse de l'établissement ; • l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) <u>Concernant la gestion et le transport du déchet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; • la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) <u>Concernant la destination du déchet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-

<p>B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Les déchets sortants sont consignés sur un registre informatisé établi par l'exploitant sur lequel :</p> <ul style="list-style-type: none"> le numéro SIRET des transporteurs n'apparaît pas et le numéro du récépissé de transport n'est pas mentionné systématiquement pour tous les transporteurs, le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié n'est pas précisé, la référence à l'annexe VII du règlement CE 1013/2006 concernant les exportations n'est pas précisée. <p>Il nous paraît indispensable que l'exploitant organise de façon globale et conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 la traçabilité des déchets sortants de son site.</p> <p>Nous proposons à madame la Préfète, en application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 avant fin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

